

Brochure n° 3333

Convention collective nationale
IDCC : 2198. – ENTREPRISES DE VENTE À DISTANCE

ACCORD DU 24 JUIN 2011
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES GARANTIES
AU 1^{ER} JUILLET 2011
NOR : ASET1151235M
IDCC : 2198

PRÉAMBULE

Article 1^{er}

Barèmes

1.1. Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales

Ce barème fixe, pour chaque coefficient les rémunérations mensuelles brutes minimales, base 151,67 heures, qui comprennent l'ensemble des éléments à caractère de salaires, à l'exclusion des sommes relatives aux remboursements de frais et heures supplémentaires payées.

A compter du 1^{er} juillet 2011, les montants pour les catégories ouvriers-employés, techniciens-agents de maîtrise et ingénieurs-cadres sont fixés selon les grilles figurant en annexe I au présent accord.

1.2. Barème des rémunérations annuelles minimales garanties

Une rémunération annuelle minimale garantie (RAMG) est appliquée pour tout salarié en CDD ou CDI d'une entreprise entrant dans les champs d'application de la convention collective nationale des entreprises de vente à distance (VAD), ayant 1 an d'ancienneté et 6 mois de travail effectif au cours de l'exercice considéré.

La RAMG s'applique pour un salarié à temps plein et ayant été présent toute l'année.

Pour son application, il est tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature (contractuelle ou conventionnelle) et la périodicité, supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les heures supplémentaires ;
- les majorations de salaire prévues par la convention collective ;
- les primes liées aux contraintes de l'emploi exercé ;
- les sommes versées n'ayant pas le caractère de salaire telles que l'intéressement et la participation ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

En cas d'année incomplète, ou d'horaire incomplet, mais sous réserve de remplir les conditions prévues ci-dessus, le salarié bénéficie de la RAMG proportionnellement au temps de présence effective.

Le montant garanti annuel est proportionnel aux périodes effectivement travaillées auxquelles s'ajoutent dans la limite de 2 mois maximum (à l'exclusion du délai de carence de la sécurité sociale), les périodes d'absences intégralement indemnisées pour maladie, maternité ou accident. Le salaire pris en compte pendant cette période d'absence indemnisée est reconstitué sur la base du salaire mensuel brut rétabli, indemnités journalières de la sécurité sociale comprises.

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord, laisse apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de ses droits, celui-ci reçoit, à l'échéance de la paie du salaire la plus proche, le complément de rémunération correspondant.

A compter du 1^{er} juillet 2011, les montants de ce barème pour les catégories ouvriers-employés, techniciens-agents de maîtrise et ingénieurs-cadres sont fixés selon les grilles figurant en annexe II au présent accord.

Article 2

Notification et validité de l'accord

Les dispositions légales relatives aux accords s'appliquent :

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance notifiera le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité de l'accord de branche est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ d'application de l'accord.

L'opposition est exprimée par écrit dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord. Elle est motivée. Elle précise les points de désaccord. Elle est notifiée aux signataires.

Article 3

Formalités de dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail en un exemplaire original sur support papier et un exemplaire sur support électronique.

Article 4

Date d'application

Les dispositions du présent accord sont applicables à l'issue du délai d'opposition mentionné à l'article 2 avec effet au 1^{er} juillet 2011.

Article 5

Extension

Les parties signataires du présent accord conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 24 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEVCNE ;

VAD.

Syndicat de salariés :

CFTC.

ANNEXE I

Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales applicable au 1^{er} juillet 2011

Smic au 1^{er} janvier 2011 : 1 365 €.

Maintien des écarts proposition du 1^{er} mai 2010.

Employés

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale proposition mai 2010	PROPOSITION rémunération mensuelle brute minimale
I	145	1 344	1 365
II	150	1 345	1 366
	155	1 347	1 368
	160	1 350	1 371
III	165	1 355	1 376
	170	1 359	1 380
	180	1 363	1 384
IV	190	1 372	1 393
	200	1 391	1 412

TAM

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale proposition mai 2010	PROPOSITION rémunération mensuelle brute minimale
V	215	1 516	1 537
VI	235	1 585	1 606
	255	1 684	1 705
VII	275	1 813	1 834
	295	1 986	2 007

Cadres

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale proposition mai 2010	PROPOSITION rémunération mensuelle brute minimale
VIII	295	1 986	2 007
	330	2 171	2 192

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale proposition mai 2010	PROPOSITION rémunération mensuelle brute minimale
IX	370	2 432	2 453
	410	2 694	2 715
	450	2 953	2 974
X	490	3 215	3 236
	530	3 476	3 497
	570	3 737	3 758
XI	610	3 998	4 019

ANNEXE II

Barème des rémunérations annuelles brutes minimales garanties applicable au 1^{er} juillet 2011

Employés

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie mai 2010	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie
I	145	17 028	17 295
II	150	17 068	17 335
	155	17 120	17 387
	160	17 253	17 520
III	165	17 358	17 625
	170	17 518	17 785
	180	17 733	18 000
IV	190	17 987	18 254
	200	18 403	18 670

TAM

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie mai 2010	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie
V	215	19 871	20 138
VI	235	20 776	21 043
	255	22 089	22 356
VII	275	23 801	24 068
	295	26 103	26 370

Cadres

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie mai 2010	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie
VIII	295	26 103	26 370
	330	28 554	28 821
IX	370	32 019	32 286
	410	35 483	35 750
	450	38 921	39 188

POSITION	COEFFICIENT	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie mai 2010	PROPOSITION Rémunération annuelle minimale garantie
X	490	42 399	42 666
	530	45 865	46 132
	570	49 316	49 583
XI	610	52 780	53 047